

[Texte]

mais dans le système fédéral où nous vivons actuellement, je pense qu'il ne faut pas tenter de mettre tout sur le dos de l'administration fédérale. Les témoins qui sont devant nous ce matin ont probablement eu l'occasion de prendre connaissance du récent rapport du Conseil économique du Canada qui s'intitule «Vivre ensemble» et qui traite des disparités régionales justement. Et la recommandation primordiale de ce rapport s'adressait aux gouvernements provinciaux, et on suggérait en termes assez forts que les provinces, y compris les provinces à économie faible, fassent plus par l'intermédiaire de mesures fiscales et budgétaires pour favoriser une relance de la création d'emplois au moyen des outils dont ils ont le contrôle, comme le gouvernement fédéral le fait dans le cas actuel par ses programmes de création d'emplois, temporaires il est vrai, mais néanmoins des programmes de création d'emplois où les gens ne passent pas la journée à se chauffer les deux pieds dans le fourneau, mais sont utilement occupés à œuvrer dans des projets communautaires.

J'aimerais savoir ce que vous recommandez à votre gouvernement provincial en termes de coopération avec les autorités fédérales, pour justement favoriser cette relance économique; parce que le problème de base, c'est cela n'est-ce pas, c'est la création d'emplois. L'assurance-chômage, on n'en aurait pas besoin s'il y avait en place de meilleurs mécanismes pour assurer cette permanence de l'emploi. Alors, est-ce que vous venez seulement à Ottawa, ou est-ce que vous suggérez aussi à l'occasion des recommandations aux autorités provinciales?

**M. Jacques Auger (avocat, Commission des services juridiques):** On n'a pas encore fait de suggestion au gouvernement provincial concernant les programmes de création d'emplois au Québec, sauf que les derniers budgets démontrent que l'argent qui est dépensé par le gouvernement du Québec dans des projets, notamment celui de la Baie James, est considérable actuellement. Et je me demande si la province de Québec en particulier a encore des sous pour investir plus qu'elle ne fait actuellement.

**M. Corbin:** Ce sont des sous empruntés, à la Baie James! C'est de l'argent emprunté à New York, ce n'est pas l'argent des contribuables du Québec obtenu par des mesures fiscales.

**M. Auger:** Des mesures fiscales incitatives à l'emploi me semblent actuellement être à l'étude au gouvernement du Québec, et je n'ai pas reçu de mandat pour en discuter plus abondamment.

**M. Robert:** Est-ce que je pourrais ajouter simplement ceci? Je suis d'accord avec votre intervention dans le sens où vous faites ressortir justement que pour contrer le chômage, il serait préférable d'avoir une action conjointe ou, en tout cas, simultanée des deux leviers de gouvernement. Malheureusement et sans vouloir faire de politique ici, le domaine de l'assurance-chômage relève du Parlement fédéral. Alors, il faut nécessairement que le fédéral, à ce moment-là, accepte de jouer sa responsabilité.

**M. Corbin:** Oui, mais la création d'emplois est une responsabilité conjointe, à part égale.

**M. Robert:** Je suis d'accord, ...

[Traduction]

requested but in the federal system we are under now, I believe that we should not try to put all the blame on the federal administration. The witnesses before us this morning have probably learned of the recent report of the Economic Council of Canada entitled "Living Together", dealing precisely with regional disparities. And the main recommendation of this report was directed to provincial governments and it was suggested strongly to the provinces, including the lower-income provinces, that they do more through fiscal and budgetary measures to favour an upswing in job creation by using the tools they control, as the federal government has done in the present circumstances through its job-creation programs; temporary programs, it is true, but nonetheless programs under which people will not be sitting around all day twiddling their thumbs, but will rather be usefully occupied working in community projects.

I would like to know what you recommend to your provincial government in terms of co-operation with federal authorities to encourage this economic upswing I have referred to; the basic problem lies there, does it not, in job creation. We would not need unemployment insurance if better mechanisms were in place to ensure job permanence. So, do you only come to see Ottawa or do you occasionally make recommendations to provincial authorities?

**Mr. Jacques Auger (Lawyer, Commission des services juridiques):** We have not yet made any suggestions to the provincial government concerning job-creation programs in Quebec, except that the recent budget showed that the money spent by the Quebec government in projects, especially that of James Bay, is now quite high. I wonder whether the Province of Quebec, in particular, still has money left to invest more than it is now?

**Mr. Corbin:** That is borrowed money in James Bay! That is money borrowed from New York, and not Quebec taxpayers' money obtained through fiscal measures.

**Mr. Auger:** Fiscal measures to stimulate employment are, I believe, now being considered by the Quebec government and I do not have a mandate to go into any more detail.

**Mr. Robert:** Could I just add something? I agree with your intervention in the sense that you have brought out precisely what is needed to combat unemployment, that is, joint action or, in any case, simultaneous actions at both levels of government. Unfortunately, and without wanting to politicize the issue, unemployment insurance comes under the federal Parliament. So, the federal government must necessarily accept its responsibility.

**Mr. Corbin:** Yes, but job creation is a joint responsibility that should be shared equally.

**Mr. Robert:** I agree ...